

Surenchères racistes et réactionnaires, attaques contre les salariés... Préparons la rentrée !

mardi 20 août 2013, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2013).

Les propos et les actes racistes se multiplient. Ils ne sont pas commis seulement par des individus isolés encouragés par la droite et l'extrême droite, mais aussi et surtout par le gouvernement et son ministre de l'Intérieur, Valls, qui joue à Sarkozy...

Lâchement, le gouvernement s'en prend aux catégories de la population les plus en difficulté, fragilisées. Dans la continuité de son prédécesseur, il vise ainsi à diviser la population pour mieux étouffer le mécontentement, les réactions contre sa politique au service des plus riches.

Scandaleuse stigmatisation et surenchères politiques

La France a déjà été condamnée six fois par le Conseil européen des droits sociaux pour politique discriminatoire à l'égard de la population Rom. Et pourtant, les expulsions au petit matin, le passage des bulldozers détruisant les maigres biens des familles, continuent au même rythme et avec la même violence qu'au temps de Sarkozy.

À chaque fois, l'appauvrissement des familles s'aggrave : errance, perte de biens, rupture des liens de solidarité avec le voisinage, complications sans fin pour la scolarisation des enfants... Cette politique qui stigmatise une population ciblée porte un nom : le racisme d'État. L'attitude du gouvernement ouvre la porte à toutes les surenchères démagogiques. D'abord celles d'un Estrosi ou d'un Le Pen qui attisent les peurs et appellent quasiment à des pogroms pour flatter leur possible électorat pour les prochaines échéances municipales. Puis, c'est le député-maire de Cholet, Gilles Bourdouleix, qui vante les crimes nazis et Hitler avec une telle haine que le procureur a ouvert une enquête contre lui pour « apologie de crimes contre l'humanité ». Cette démagogie est dangereuse et répugnante. Pourquoi un pays riche ne pourrait-il pas accueillir correctement les quelque 15 à 20 000 Roms qui y vivent ? Ce ne sont pas les richesses qui manquent pour garantir à toutes et tous le droit de vivre dans la dignité, le droit au logement, au travail, à l'éducation.

Écran de fumée et boucs émissaires

Cette politique cible aussi la population musulmane. D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, les actes racistes déclarés contre des musulmans ont augmenté de 55 % en deux ans. En deux semaines, 8 femmes voilées se sont fait agresser. Femmes et musulmanes : double cible pour les lâches, sexistes et racistes !

À Trappes, la police a fait du zèle en appliquant cette loi stupide contre le port du voile intégral, agressant une femme et son mari. Qui peut croire un seul instant qu'une telle agression puisse servir la liberté des femmes ? Une nouvelle fois, il s'agit de stigmatiser une catégorie sociale minoritaire, la démagogie du bouc émissaire que développe très consciemment Manuel Valls qui soutient

l'intervention de sa police au mépris de la parole de la femme contrôlée et des témoins. La colère des habitants, leur révolte, lui ont répondu. Elles expriment un ras le bol à la fois des actes racistes d'une police qui les harcèle mais ne les protège pas, du chômage, de la misère et de l'échec des politiques publiques.

Droit de vote pour les étrangers, développement de services publics de proximité, désenclavement des quartiers, droit d'apprendre et de se former dans de bonnes conditions, droit à l'emploi, réhabilitation des logements sans augmentation de loyer... Tout cela reste lettre morte. La situation a même empiré !

Reprendre l'offensive sur le terrain social et démocratique

La montée du racisme et des préjugés réactionnaires s'inscrit dans la régression sociale organisée par le gouvernement et le patronat pour la sauvegarde des profits des plus riches au détriment de toute la société. À la rentrée, ces derniers préparent une nouvelle attaque contre les retraites alors que le chômage ne cesse de croître. Loin d'apporter la moindre réponse aux attentes de la population, le gouvernement ne se soucie que des intérêts de la minorité des possédants.

Une autre politique est nécessaire pour imposer une meilleure répartition des richesses, éliminer le chômage en partageant le travail entre toutes et tous, garantir les salaires et les retraites, combattre la droite et l'extrême droite. Une telle politique ne pourra venir que de notre mobilisation sur le terrain social et politique pour changer le rapport de force et tracer la perspective d'un gouvernement contre l'austérité, un gouvernement du monde du travail, au service du plus grand nombre.

Il y a urgence à construire une opposition de gauche au gouvernement Ayrault-Hollande, une réelle alternative avec toutes celles et tous ceux qui voudront en être, pour remettre les choses à l'endroit : la richesse au service des besoins de toutes et tous.

Roseline Vachetta

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 206 (01/08/13). <http://npa2009.org/>